



52 jours de grève à la polyclinique de l'Ormeau

La direction rejette les propositions du médiateur de la République.

Les salarié(e)s continuent la lutte !

Salarié(e)s de la Polyclinique.



52 jours de grève. Pas ou peu de salaires en décembre.

Une direction qui une fois de plus, en dépit de communiqués de presse mensongers, révèle sa vraie nature :

Elle a signifié officiellement son rejet des propositions du médiateur de la République.

Ainsi, alors que les salariés avaient accepté de revoir à la baisse leurs revendications, la direction affiche désormais au grand jour son mépris de ses propres salariés.

Son objectif : faire courber l'échine aux grévistes et compter sur la démoralisation en cette période de Noël.

Leurs revendications salariales sont justes, et à la portée des capacités financières de la clinique et du groupe Médipôle-Partenaires.

Un groupe qui, s'il refuse de négocier avec les salariés et d'écouter le médiateur, prépare sa fusion avec le groupe ELSAN pour constituer le 1^{er} groupe de santé privé du pays qui dépassera les 2 milliards de chiffre d'affaires.

LES SALARIÉS NE LÂCHERONT RIEN

Ils se battent pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de leurs salaires et contre la marchandisation de la santé.

Le Premier Ministre, les Ministres de la Santé et du Travail, officiellement saisis par la Préfecture, les élus locaux et les salariés doivent à présent réellement réagir et contraindre ce groupe à la négociation.

Médipôle-Partenaires ne peut imposer sa loi à tout un territoire dont la situation sanitaire est très dégradée.

Les salariés en grève ont investi l'Agence Régionale de Santé de Montpellier et l'occupent depuis deux jours afin d'exiger des réponses ministérielles à la hauteur de la situation.

Le Conseil départemental a été également investi, le Président Michel Pélieu a réitéré son soutien aux salariés en lutte et, en se rapprochant des cabinets ministériels, il a demandé une réaction immédiate des pouvoirs publics.

MÉDIPÔLE-PARTENAIRES DOIT NÉGOCIER ET RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS DES SALARIÉS

Il n'est plus admissible que ce groupe continue à se moquer des pouvoirs publics et de la population Bigourdane.

LES SALARIÉS(ES) SE BATTRONT JUSQU'À OBTENIR GAIN DE CAUSE.